

Diplôme	MASTER	
Mention	Justice, Procès, Procédures	
Numéro d'accréditation	20220245	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	<p>La Mention Justice, Procès, Procédures, ne propose qu'un seul parcours : le parcours Médiation. Ce parcours existe sous deux formes : une première forme réservée aux étudiants français qui souhaitent réaliser une mobilité sortante à l'Université de Sherbrooke, une deuxième forme réservée aux étudiants canadiens qui souhaitent réaliser une mobilité entrante à l'Université Lumière Lyon 2.</p>	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)
<p>Le Master mention Justice, Procès et Procédures offre une formation généraliste et internationale sur la médiation et les modes amiables.</p> <p>Il a pour ambition d'initier les étudiant.es aux techniques de résolution amiable des différends et de leur fournir les bases théoriques et pratiques pour devenir de futurs professionnel.les de la gestion de conflits et de la médiation.</p> <p>Depuis 2020, cette formation est bidiplômante et permet à l'issue de la deuxième année du Master (après un séjour d'études au Québec) d'obtenir la Maîtrise en Prévention et Règlement des différends de l'Université de Sherbrooke (Canada)</p> <p>La formation permet d'accéder aux secteurs d'activités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Services contentieux des entreprises, banques, assurances, associations • Instances de médiation • Services des ressources humaines des entreprises • Cabinets d'avocats <p>Les emplois directs accessibles à l'issue de la formation sont les suivants accessibles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cadre de la médiation • Médiateur • Juriste de contentieux et modes amiables • Responsable de service juridique

Points forts ¹	Points faibles ¹
<ul style="list-style-type: none"> • Formation rare et reconnue au niveau national : Le parcours est presque unique en France, offrant une spécialisation solide et très recherchée dans le domaine de la médiation et des modes amiables de résolution des différends. • Approche pédagogique pluridisciplinaire et pratique : La formation articule théorie juridique, approche psychologique et mise en pratique professionnelle (jeux de rôle, stages, projets). Elle prépare ainsi les étudiants à la réalité du terrain. • Partenariats solides : Le master bénéficie d'accords avec une Université étrangère (partenariat international), favorisant la dimension comparative et l'ouverture culturelle des étudiants. De plus, il entretient des liens étroits avec des fédérations de médiateurs reconnues (ANM – Association Nationale des Médiateurs ; FFCM – Fédération Française des Centres de Médiation). 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible nombre d'enseignants-chercheurs spécialisés : Le nombre limité d'enseignants-chercheurs spécialistes de la médiation et des modes amiables au sein de l'UFR constitue un frein pour l'encadrement scientifique des étudiants, tant pour l'accompagnement des mémoires que pour le développement de la recherche en médiation. • Charge importante pour les intervenants professionnels : La formation repose largement sur des professionnels en exercice, ce qui peut limiter la disponibilité pour le suivi pédagogique individualisé des étudiants.
Opportunités ¹	Menaces ¹
<ul style="list-style-type: none"> • Développement national des modes amiables : Depuis 2023, le ministère de la Justice soutient activement une politique du développement de l'amiable. Cette dynamique crée de nouvelles opportunités professionnelles pour les diplômés, notamment dans le secteur judiciaire, mais aussi dans le secteur privé. • Renforcement académique prévu : Le recrutement prévu en 2025 d'une Maîtresse de conférences spécialiste de l'histoire des modes amiables et de la médiation constituera un appui précieux pour renforcer l'encadrement académique, favoriser les recherches en médiation et dynamiser les activités du master. • Élaboration d'un référentiel national de compétences : Le travail mené par le Conseil National de la Médiation pour établir un référentiel de compétences va contribuer à structurer la profession et à accroître la visibilité, la 	<ul style="list-style-type: none"> • Résistance culturelle au sein des professions juridiques : Certaines professions, notamment celle d'avocat, restent réticentes à reconnaître la médiation comme un mode de résolution des différends à part entière, ce qui freine le déploiement de la médiation obligatoire ou intégrée. • Confusion persistante entre médiation et autres procédures amiables : Il existe encore une forte confusion entre médiation, conciliation, transaction ou arbitrage, tant dans l'esprit du public que chez certains professionnels, ce qui nuit à la lisibilité de la médiation comme processus distinct et spécifique. • Manque de reconnaissance institutionnelle du métier de médiateur : La profession de médiateur n'est pas encore pleinement structurée ou réglementée en France (absence de diplôme d'État obligatoire par exemple), ce qui complique l'insertion

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

reconnaissance et la légitimité des médiateurs diplômés. <ul style="list-style-type: none"> • Demande croissante de médiateurs qualifiés : Les juridictions, les collectivités territoriales et le secteur privé manifestent un besoin croissant de médiateurs formés, en réponse à l'engorgement des tribunaux et aux attentes sociétales de résolution pacifiée des conflits 	professionnelle et la reconnaissance statutaire des diplômés. <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à l'instabilité des financements publics : Le soutien financier aux dispositifs de médiation pourrait fluctuer selon les politiques publiques et les priorités budgétaires, ce qui pourrait fragiliser l'emploi de médiateurs dans certains secteurs.
--	---

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement L'Etablissement a développé une politique d'internationalisation de son offre de formation qui repose sur des partenariats privilégiés. La Mention Justice, Procès, Procédures s'inscrit dans cette dynamique puisqu'elle est depuis 2020 un diplôme en partenariat international avec l'Université de Sherbrooke (Canada). Elle répond aussi au projet d'établissement d'être une Université au coeur de la cité à travers la Clinique de la Médiation dont les actions (menées notamment en collaboration avec l'Académie de Lyon) permettent de développer une culture de l'amiable sur le territoire.
--

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation La très grande majorité des étudiants inscrits dans la formation sont diplômés d'une Licence en Droit et ont suivi en 1er cycle un ou plusieurs cours sur le règlement amiable des conflits. Une minorité d'étudiants inscrits dans la formation sont diplômés d'une autre mention de Licences (Sociologie, Psychologie). Le caractère transdisciplinaire de la formation permet cette ouverture d'accès à la formation même si des connaissances en droit restent utiles pour le bon suivi du cursus. A l'issue de la formation, un certain nombre d'étudiants font le choix de s'inscrire dans des préparations à certains concours ou examens (comme l'ENM ou l'examen d'accès au CRFPA).

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur La Mention Justice, Procès, Procédures s'inscrit dans la continuité de la Licence en Droit.
--

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence L'intitulé de la formation n'a pas été modifiée pendant la période de référence

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat Dans le prochain contrat, il est envisagé de développer la participation des étudiants de la mention à des projets de recherche, notamment la création d'un observatoire des pratiques de médiation qui pourrait être mis en place avec le soutien du Conseil National de la Médiation. Il est également prévu de renforcer le nombre d'enseignements en droit processuel pour mieux préparer les étudiants à certains examens ou concours (ENM, CRFPA, ...)
